qu'il est question de la réputation ou du rôle de la femme. D'aucuns soutiennent, d'une part, que les femmes - toutes sans exception - sont comblées, ou devraient l'être, uniquement lorsqu'elles assument le rôle de mère et de maîtresse de maison. D'autre part, certains prétendent qu'on n'a pas à respecter la législation sur les femmes du fait que ces lois émanent de législatures à prédominance masculine. Il arrive que ces points de vues opposés fassent l'objet de déclarations véhémentes. Certaines gens, par exemple, accusent les gouvernements de ne pas être représentatifs; et, à la façon de tous les groupes extrémistes, ces gens se déclarent, en vertu de prérogatives occultes, les porte-parole authentiques de tous les membres de leur génération, voire de leur communauté linguistique ou de leur propre sexe. Il semble qu'il n'y ait là rien de nouveau. C'est ainsi que j'ai appris, non sans amusement, que sir Rodmond Roblin, en 1912, alors premier ministre du Manitoba, se plaignait qu'il avait "contre lui toutes les femmes à cheveux courts et tous les hommes à cheveux longs de la province".

Il n'existe pas de panacée susceptible de redresser les torts que fait à la femme aussi bien qu'à l'homme une société qui perpétue arbitrairement le partage de tant de tâches selon le sexe. Ce serait faire preuve de malhonnêteté intellectuelle si, en quête d'un tel remède, nous sous-estimions le poids de la tradition ou l'étendue du parti pris qui influence chacun de nous sur les plans du conscient et de l'inconscient. Il ne faut pas s'attendre que tous, tant que nous sommes, hommes ou femmes, puissions, dans l'espace de quelques mois ou quelques années, faire disparaître ces tendances profondes. Elles sont ancrées en nous, et depuis trop longtemps déjà.

Bien sûr, il existe des remèdes et des modes d'action qui peuvent être mis en oeuvre, et qui le sont. Quelques-uns d'entre eux - beaucoup, j'espère - auront un effet immédiat; les autres, toutefois, ne produiront de réaction que bien longtemps après, par suite de la nature même des dispositions à changer. J'oserais même dire que certaines de ces dispositions sont presque transparentes chez certains d'entre-vous. Si nous nous amusions à faire un peu de psychiatrie, je pourrais vous demander: Quels sont ceux d'entre vous qui, en ce moment-même, protestent en eux-mêmes: "Les femmes! Les femmes!...ne pourrait-il pas nous entretenir d'un sujet plus sérieux?"

L'origine d'un tel état d'esprit, commun à la femme et à l'homme, remonte aux premiers stades de l'évolution humaine. Pour assurer son existence comme espèce, l'homme s'est donné, dès cette époque, certaines règles de comportement qui persistent toujours, jusqu'à un certain point, en maintes sociétés. Il serait insensé de se demander maintenant si notre espèce aurait pu survivre d'une autre façon. La mentalité dont nous avons hérité à travers les âges ne devrait susciter en nous aucun sentiment de culpabilité; mais, maintenant que nous échappons à la stricte nécessité, ce serait être coupable que de ne pas s'interroger sur nos attitudes présentes, que de ne pas considérer la femme comme une personne dans l'acception pleine et entière du terme.

Étant donné les circonstances, c'est peut-être trop demander que d'espérer - du gouvernement, des femmes elles-mêmes, de la société entière - autre chose, dans un avenir prochain, qu'un simple premier pas vers la compréhension. Mais ce pas est d'une extrême importance. Et si nous réussissons à aller encore plus loin, comme m'engagent à le croire les élans généreux de la jeunesse, quel progrès capital ce serait!